

Avant-propos

Présentation des participants au colloque et chronologie

Pierre Bolle

Maître de conférences d'histoire contemporaine
à l'Institut d'études politiques de Grenoble

Organisateur du colloque tenu les 21 et 22 novembre 1975

Uriage et le Vercors... Après 30 ou 40 ans, voilà deux sujets qui provoquent des débats perpétuellement recommencés, jamais résolus et toujours aussi passionnés.

Ils ont été repris au cours du colloque de Grenoble réuni à l'Institut d'études politiques où durant deux jours 22 personnes, « acteurs » et historiens, ont mis en commun leurs connaissances, confronté leur point de vue dans une exceptionnelle liberté d'expression aussi bien dans leur accord que dans leur divergence. En effet, ce colloque « fermé » n'avait ni public, ni journalistes et chaque participant était assuré que ses paroles ne provoqueraient pas dans l'immédiat des remous incontrôlés.

Ce « groupe de travail » a permis des discussions passionnées entre l'historien d'Uriage, Bernard Comte, un « ancien » de l'École des cadres, Benigno Cacérès, le général Alain Le Ray, chef des FFI de l'Isère en mai 44, Fernand Rude, « ancien » du Vercors et sous-préfet de Vienne à la Libération, et Pierre Flaureau, représentant du PC dans le CDLN de l'Isère dont il était le « patron » incontesté. Présence aussi des FTP avec Paul Billat et madame Monique Rolland, ancienne agent de liaison du *Commandant Lenoir*; présence de ceux qu'on nommait *des étrangers*, de ces immigrés bien souvent juifs sur lesquels le docteur Charles Katz et l'historien Roland Lewin apportent des informations encore peu connues. Problèmes de la presse avec l'historien Bernard Monternole, durant les derniers mois de la guerre et les premiers jours de la Libération; et ceux de la culture populaire avec le témoignage de B. Cacérès qui retrace l'épopée des « équipes volantes » dans les maquis, la deuxième création de « Peuple et Culture » et la mise en place de la Maison de la culture dans cet automne grenoblois de 44, vibrant de projets audacieux, d'innovations qui voient le jour ici pour trouver leur achèvement ailleurs. Curieuse ville qui éclate d'idées neuves, les rejettent presque aussitôt pour ne les retrouver que 20 ans plus tard !

Les thèmes et les questions se bousculent lors de chaque communication. « Uriage » ? Bien évidemment, il s'agit de celui de Dunoyer de Segonzac. Mais il y a aussi celui de la Milice, puis en septembre 44 l'École militaire de Xavier de Virieu. La confusion est donc toujours possible et il faut bien poser les dates, définir les termes, cerner les origines et les filiations, analyser les influences reçues et les enseignements donnés. L'École d'Uriage, celle du « vieux chef », n'est pas le « berceau de la Résistance », c'est bien évident pour tous. Mais n'a-t-elle pas joué un rôle original dans la résistance morale au régime de Vichy et dans l'unité de la résistance en Dauphiné ? Peut-être. En tout cas, il y a un « esprit d'Uriage » auquel Beuve-Méry et le père de Naurois ne sont pas étrangers. Après la dissolution de l'École et son repliement à Murinais, les « équipes volantes » visitent les maquis et leur expliquent « pourquoi nous combattons ? ». Mais quel accueil leur a été réservé ? Pour certains très favorable ; pour d'autres discutable, car ils soulignent la suspicion qu'« Uriage » continue à rencontrer et ils mettent en doute l'utilité de l'entreprise.

C'est pourtant dans la ligne de cette réflexion menée par les gens de la « Thébaïde » que prennent corps à la Libération ces méthodes originales pour que « la culture puisse être rendue au peuple » : les anciens d'Uriage deviennent alors les acteurs d'un mouvement culturel exceptionnel qui renouvelle l'éducation ouvrière et la lecture du livre, traverse le théâtre et l'Université, et n'ignore ni la médecine sociale, ni l'armée nouvelle...

Original également, le Comité de Libération de l'Isère créé à cette rencontre de « Monaco » dont le compte rendu intégral, donné en annexe, ne manque pas d'intérêt. Mais d'une originalité qui pose problème d'abord par le noyautage indiscutable du PC qui, certes, en a fait un « outil » efficace pour la lutte clandestine, mais qui peut représenter aussi une menace dans l'éventualité d'une prise du pouvoir ou plus simplement dans le contrôle des divers organismes politiques et administratifs mis en place à la Libération. Est-ce là un plan délibéré de subversion ? Ou tout bonnement le recours aux seules méthodes capables de résister à la lutte sans merci de la Wehrmacht, de la Gestapo et de la Milice ? Problème aussi car ce CDLN est considéré comme « ingouvernable » par les responsables régionaux qui craignent que son exemple ne soit suivi et qu'il ne participe activement à une « fronde des CDL » revendiquant l'indépendance des départements vis-à-vis du pouvoir central... Mais ne peut-on dire aussi que la présence d'un CDL puissant a évité à Grenoble de connaître à la Libération le vide administratif, les pillages, les exactions ? Oui, très certainement.

De plus n'est-ce pas le CDL qui a voulu un seul commandement pour les Forces françaises de l'intérieur du département, regroupant sous l'autorité d'un seul homme l'AS et l'ORA, les Groupes francs et les FTP, les officiers de carrière et les anciens des Brigades internationales ? Expérience exemplaire dont la réussite n'est pas banale, mais qui ne concerne pas le maquis du Vercors.

Un projet d'utilisation militaire de ce massif des Préalpes, le plan « Montagnards », a été accepté par les plus hautes autorités de la résistance à Londres comme en France et lui donne un statut particulier qui le fait dépendre directement du haut commandement français à Alger. Mais ici se posent les questions qui, aujourd'hui encore, sont au cœur des débats les plus difficiles : pourquoi avoir constitué un « réduit » en adoptant les règles de la guerre classique au lieu de continuer à mener des opérations de guérilla ? Le gouvernement d'Alger avait-il promis de monter une opération aéroportée avec parachutage d'armes lourdes et de combattants ? La fin de la « République du Vercors » doit-elle être considérée comme une tragédie regrettable ou comme un haut fait de la Résistance française ? Certes, ce sacrifice demeure un symbole, mais a-t-il été utile à la Libération du pays ? Aucune des questions les plus difficiles, les plus provocantes n'ont été écartées et l'échange qui a suivi, sincère, parfois brutal, a toujours su conserver un amical respect des uns pour les autres, car leurs certitudes divergentes étaient toujours un témoignage passionné de ce qu'ils pensaient être la vérité.

Si nous ajoutons des informations précises sur la place des étrangers dans cette résistance grenobloise et sur la composition socioprofessionnelle des maquisards du Vercors, des mises au point sur l'attitude de certains journalistes, sur la mort de tel rédacteur et sur celle du dernier préfet de l'Isère, des témoignages sur l'explosion culturelle dont Grenoble a été bénéficiaire en cet automne 44, véritablement ce colloque fait preuve d'une grande richesse et d'une belle densité grâce à ces exposés et à ces débats qui nous apportent des idées neuves sur différentes formes de Résistance et font progresser notre connaissance sur Grenoble et le Vercors de l'armistice à la Libération.

Mais cet ouvrage ne serait pas ce qu'il est sans l'aide soutenue de tous les participants de cette rencontre qui, avec patience, ont répondu à mes questions sur les quelques centaines d'acteurs et de figurants regroupés dans l'index ; qui m'ont ouvert leurs dossiers ; qui m'ont communiqué documents et photographies. Qu'ils trouvent ici l'expression de la profonde reconnaissance qui leur est due. Je dois également exprimer ma gratitude à ceux qui, en dehors du colloque, ne m'ont pas mesuré leur encouragement et leur appui : madame Louise-Marie Ardain-Lozac'hmeur, Gaston Charreton, Roger Collomb, Jean-Marie Domenach, Gustave Estadès, Paul Grillet, Henri Rolland, Colonel Pierre Tanant, l'association Le Corbusier, l'Ordre des Architectes à Paris.

Un dernier mot doit être adressé au Conseil scientifique de l'université des sciences sociales de Grenoble et à celui de l'Institut d'études politiques dont l'aide matérielle a permis la mise en forme du manuscrit¹ : qu'ils soient ici très sincèrement remerciés.

1. Conformément à l'engagement qui avait été pris au cours du colloque, tous les textes enregistrés, – communications et discussions –, ont été décryptés et soumis à leur auteur pour relecture, correction et mise au point.

Présentation des participants

Paul Billat (1904-1996), né à Paris; vient à Grenoble en 1922 et adhère au PCF en 1925; ouvrier confiseur. Secrétaire de la région des Alpes du PCF de 1933 à 1938. Interné au Fort-Barraux en septembre 1940, puis au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe, s'en évade en mars 1943; se réfugie à Mallevall et s'engage dans les FTP de l'Isère. En octobre 1943, envoyé par le parti d'abord dans la région méditerranéenne à l'EM interrégional des FTP, puis dans le Centre-Ouest comme responsable interrégional des FTP, député de l'Isère de 1946 à 1958.

Pierre Bolle, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Grenoble; dirige avec Jean Godel, de 1969 à 1990, un séminaire d'histoire « Religions, mentalités et sociétés » où ont été préparés de nombreux mémoires de maîtrise consacrés à la Seconde Guerre mondiale dans le Dauphiné, la Savoie et l'Ardèche; a publié plusieurs travaux sur l'attitude des protestants français vis-à-vis de Vichy, de la résistance et des persécutions juives.

Pierre Broué, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Grenoble; spécialiste de l'histoire des révolutions au XX^e siècle, de la guerre d'Espagne (1936-1939) et de la révolution allemande (1918-1923). Dirige la publication des œuvres de Trotsky par une équipe du CNRS; collaborateur du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* pour le département de l'Isère.

Benigno Cacérès, (1916-1991), apprend à Toulouse le métier de charpentier et devient compagnon. Participe à l'équipe permanente de l'École d'Uriage, puis aux « équipes volantes ». A la Libération, dirige le « Centre d'éducation ouvrière » de Grenoble, puis à Paris devient le secrétaire général du mouvement d'éducation populaire « Peuple et Culture »; il en est ensuite le président jusqu'en 1980. Directeur de la collection « Peuple et Culture » aux Éditions du Seuil. Docteur en sciences sociales du travail.

Michel Chanal, (1923-2003), professeur d'histoire, directeur d'études en histoire et géographie au Centre régional de formation des PEGC. Correspondant du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. A mené de nombreuses recherches sur « Collaboration et collaborateurs dans l'Isère 1940-1944 ».

Vital Chomel (1922-2001), Directeur des services d'archives du département de l'Isère.

Bernard Comte, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Lyon. Recherches en histoire religieuse (XX^e siècle) et histoire de la Seconde Guerre mondiale. A publié : *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage 1940-1942*, Fayard, 1991, 640 p.

Pierre Flaureau (1904-1990), à Grenoble depuis 1918. Ingénieur radio-électricien, membre du PCF. En 1935, un des fondateurs du premier « Peuple et Culture » ; en 1936, délégué au congrès national du PCF à Villeurbanne ; en 1937, membre du comité fédéral du PC, membre du Front national, participe à l'équipe de rédaction du journal clandestin *Les Allobroges*, membre du comité directeur de la « France combattante » en juin 1943, secrétaire de l'exécutif du CDL à partir de janvier 1944 ; à la Libération, préside la Commission d'épuration.

Jean Godel (1927-2000), docteur en histoire, chargé de cours à l'université des Sciences sociales de Grenoble. Dirige avec Pierre Bolle un séminaire d'histoire « Religions, mentalités et sociétés ». A participé à une histoire de Grenoble et à celle du diocèse. A conduit et animé plusieurs travaux et colloques sur la Seconde Guerre mondiale.

Henri Grattard (1912-2000), colonel, chef de cabinet du général commandant la place de Grenoble ; puis de 1971 à 1977 chargé des relations internationales de l'université des Sciences sociales. En 1940, sous-lieutenant au 2^e dragons à Auch. Un des responsables de la résistance dans le Gers où il participe au « Groupe franc Pommiers » (organisation originale de la résistance dans l'armée). En septembre 1944, il prend part aux combats à Autun, puis à la campagne des Vosges et à celle d'Allemagne.

Ambroise Jobert (1904-1988), professeur honoraire d'histoire contemporaine à l'université des Sciences sociales de Grenoble. Spécialiste de l'histoire de la Pologne et de l'Europe orientale des temps modernes, ainsi que du mouvement des idées et des questions religieuses du monde contemporain. Durant la Seconde Guerre mondiale, participe à la résistance spirituelle de Grenoble.

Charles Katz (1907-1987), d'origine roumaine, médecin phthisiologue ; adjoint au médecin-chef départemental des FFI de l'Isère, puis médecin dans le 3^e bataillon FTP ; après la Libération, président départemental de l'ANACR.

Alain Le Ray, général, né en 1910 ; éclaireur-skieur dans les troupes alpines de 1933 à 1938 ; en 1939-1940, commandant de compagnie en Lorraine et sur l'Escaut ; fait prisonnier, il s'évade de Poméranie, puis de la citadelle de Colditz en 1941. Fondateur avec Yves Farge et Pierre Dalloz du 1^{er} comité de combat du Vercors ; chef militaire du Vercors de mai 1943 à février 1944 ; chef des FFI pour l'Isère en mai 1944. De novembre 1944 à avril 1945, commandant la 7^e Demi-brigade de chasseurs alpins et dirige l'offensive d'hiver sur le mont Cenis. Prend part aux opérations en Extrême-Orient en 1953-1954, en Algérie en 1956 et en 1962. En 1968, inspecteur général de la Défense opérationnelle du territoire.

Roland Lewin, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Spécialiste du mouvement ouvrier et du judaïsme contemporain, plus spécialement durant la Seconde Guerre mondiale.

Jean Machu (1921-1997), maître de conférences d'histoire contemporaine à l'UER d'histoire et histoire des arts. A dirigé un séminaire « Forces politiques et mouvement ouvrier » ; a fait des travaux sur les mouvements radicaux en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis au XIX^e siècle et au début du XX^e.

Bernard Montergnole, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques. Spécialiste de la presse française et des problèmes de l'information, plus spécialement durant la Seconde Guerre mondiale et sous la IV^e République.

Aimé Requet (1906-1997), adjudant-chef d'artillerie, participe à l'équipe CDM du Parc d'artillerie, puis à l'organisation des Groupes francs de l'Isère et à leur coordination ; réalise seul l'explosion de l'arsenal du Polygone le 14 novembre 1943 ; adjoint de Nal dans la lutte armée.

Jean Rolland (1907-1995), né à Bourgoin, élève à l'ENS de la rue d'Ulm, professeur agrégé d'histoire ; à Chambéry en 1934, il organise un Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ; à Grenoble en 1935, militant du SNES-CGT il participe en décembre à la fusion syndicale CGT-CGTU ; en 1936, un des fondateurs de « Peuple et Culture ». Au printemps 1942, agent de liaison entre « Combat » et le PCF ; à Mens de décembre 1943 à juin 1944 où il participe à la préparation de parachutages dans le Trièves. À la Libération, inspecteur régional de « Jeunesse et Sports », maire de Mens (1945-1946), conseiller général du canton (1945-1948). En 1951, professeur à Paris au lycée Charlemagne, puis au lycée Voltaire jusqu'en 1970. Adhère au PCF en 1947.

Monique Rolland (1913-2003), épouse de Jean Rolland ; née en 1913 dans la Somme, évacuée à Voiron au printemps 1918. Ouvrière dans le textile à Voiron puis à Grenoble (Valisère). À partir de 1940, participe au secours en faveur des prisonniers politiques et des familles juives ; fin 1943, adhère aux FTP et devient responsable des agents de liaison d'abord auprès de *Lenoir*, puis de *Charles Petit*. À la Libération, chef des AFAT à Grenoble, puis à Lyon ; reprend la vie civile en 1946. Adhère au PCF en 1949.

Fernand Rude (1910-1990), études d'histoire et de russe. Séjour en URSS (1934-1936). Professeur d'histoire à Besançon, puis à Grenoble (1940-1944). En 1942, soutient une thèse à l'École des hautes études sur *l'insurrection ouvrière de Lyon (1827-1832)*. Coopère à la rédaction de plusieurs journaux clandestins ; membre du réseau Brick (1943) ; participe au maquis « Franc-Tireur » dans le Vercors en 1944. Sous-préfet à Vienne le 23 août 1944, puis à Briey (1944-1962). Chargé de mission dans la région Rhône-Alpes par le ministère des Affaires culturelles (1964-1969).

Paul (1914-1995) et *Suzanne Silvestre*, professeurs d'histoire au lycée Champollion et au lycée Stendhal. Correspondants pour l'Isère du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Auteurs de la *Chronique des Maquis de l'Isère* parue en 1978. Nouvelle édition en 1995 aux Presses Universitaires de Grenoble, établie par Olivier Vallade, avec iconographie et index.

Chronologie 1940-1944

En italique : événements se rapportant plus directement à Grenoble et au Vercors.

En romain : autres événements.

1940

- 28 mai : *Participation du 6^e BCA à la prise de Narvik.*
- 23-24 juin : « *Bataille de Voreppe* ».
- 10 juillet : Vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.
- 3 octobre : 1^{er} statut des Juifs.
- 1^{er} novembre : *Installation à Uriage de l'École des cadres créée par Dunoyer de Segonzac.*

1941

- 19 mars : *Visite à Grenoble du maréchal Pétain.*
- 15 mai : *Création du « Front national ».*
- 2 juin : Second statut des Juifs.
- Novembre : *Fondation de « Combat » à Grenoble.*

1942

- 16-17 juillet : Rafle du Vel d'Hiv.
- Septembre : Constitution de l'Armée Secrète.
- 8 novembre : Débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.
- 11 novembre : Occupation de la zone sud par les Allemands et les Italiens.
- Automne : *Constitution du 1^{er} « Comité de résistance » né en France (« France combattante »).*
- 27 décembre : *Décret supprimant l'École nationale des cadres d'Uriage.*

1943

- 6 janvier : *1^{er} maquis à Ambel dans le Vercors.*
- 26 janvier : *Naissance des MUR*
- 16 février : Institution du STO : réquisition de trois classes.
- 1^{er} mars : Suppression de la ligne de démarcation.
- Mars : *Constitution du bataillon « Liberté » (FTP-MOI).*
- 3 juin : Constitution à Alger du Comité français de Libération nationale.
- 9 juin : Arrestation du général Delestraint (Vidal) à Paris.

GRENOBLE ET LE VERCORS

- 21 juin : Arrestation de Jean Moulin à Caluire.
- 10 août : *Réunion de Darbounouze dans le Vercors.*
- 8 septembre : Capitulation de l'Italie.
- 9 septembre : *Les Allemands relèvent les Italiens sur la rive gauche du Rhône.*
- 11 novembre : *Manifestation au monument des « Diables Bleus ».*
- 14 novembre : *Explosion du Polygone d'Artillerie.*
- 25-29 novembre : *« Saint-Barthélemy grenobloise ».*
- 2 décembre : *Explosion de la caserne de Bonne.*
- 29 décembre : Naissance des FFI.
- Fin décembre : *Le château de Murinais (« la Thébaïde ») incendié par les Allemands.*

1944

- 25 janvier : *Réunion « Monaco » : création du CDLN.*
- 29 janvier : *Destruction du maquis de Mallevall par les Allemands.*
- 31 janvier : *Réunion des Jarrands : le capitaine Le Ray transmet au capitaine Geyer le commandement militaire du Vercors.*
- 22 mars : *Mort de Paul Vallier.*
- 20-26 mars : Bataille de Glières.
- 4 mai : *Le général de Gaulle attribue la croix de la Libération à la ville de Grenoble.*
- 5 mai : *Reynier (Vauban), préfet de l'Isère.*
- 6 mai : *Arrestation du commandant de Reynières (Sylvain).*
- 13 mai : *Le Ray (Bastide), commandement des FFI de l'Isère.*
- 3 juin : Le CFLN est remplacé par le gouvernement provisoire de la République française.
- 6 juin : Débarquement en Normandie.
- 8 juin : *Le colonel Descour (Bayard) installe l'E.-M. de R1 dans le Vercors.*
- 9 juin : *La « République du Vercors » (jusqu'au 23 juillet).*
- 21 juillet : *Attaque générale du Vercors.*
- 21 juillet : *Télégramme de Chavant à Alger.*
- 21 juillet : *Mort de Marco Lipszyc (commandant Lenoir).*
- 1^{er} août : *Le préfet Frantz est abattu par les Groupes francs.*
- 11 août : *Massacre de 48 otages au Polygone.*
- 15 août : Débarquement en Provence.
- 21-22 août : *Les Allemands évacuent Grenoble ; les maquisards entrent en ville suivis des troupes américaines.*
- 10 septembre : *Visite des ministres André Philip et Emmanuel d'Astier de la Vigerie, accompagnés d'Yves Farge, commissaire de la République.*
- 5 novembre : *Visite du général de Gaulle, remise de la croix de la Libération.*

Ouverture du colloque

Ce colloque est ouvert par le professeur Ambroise Jobert, président de séance. Pierre Bolle, secrétaire du colloque, transmet les excuses de MM. Jean-Pierre Bernard, maître de conférences à l'IEP, Pierre Dalloz, Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit*, Paul Dreyfus, journaliste au *Dauphiné libéré*, le colonel Jean Du Prat, Bernard Gilman, adjoint aux affaires culturelles à la municipalité de Grenoble, Henri Michel, secrétaire général du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Le professeur Claude Domenach, directeur de l'IEP, accueille les participants :

Claude Domenach – Je voudrais vous souhaiter la bienvenue dans les locaux de l'Institut d'études politiques.

Les hasards d'une mauvaise programmation font que nous avons au même moment un autre Colloque sur l'administration des grandes villes. Je vous présente mes excuses, car un certain nombre de personnes retenues à ce colloque désiraient participer à vos travaux.

Votre entreprise, destinée à faire progresser nos connaissances sur la Libération, intéresse particulièrement l'IEP de Grenoble. Je voudrais à la fois saluer et remercier nos camarades historiens, professeurs enseignants à l'IEP, qui ont monté cette manifestation parce que je crois qu'il est très important que des travaux d'histoire, d'histoire très récente, mais qui finalement paraissent très loin pour la majorité des étudiants qui sont nés après la Libération –, aient lieu dans un Institut comme le nôtre. Je sais que les étudiants connaissent peu cette période. Ils ne savent plus faire référence à cette période pour comprendre les événements plus récents, pour appréhender les événements à venir. Un des intérêts de cette journée, c'est de nous permettre de mieux saisir à la fois ce qui est arrivé, mais aussi ce qui peut arriver, ce qui se passe dans les moments de grands bouleversements, dans les périodes dites de transition. Il est bon que l'IEP puisse s'ouvrir à toutes ces questions, et – pour ma part – j'espère vivement que votre rencontre aura des prolongements avec des travaux plus ouverts qu'ils ne le sont aujourd'hui afin de permettre à un plus grand nombre d'y participer.

Encore une fois, je vous prie de m'excuser ainsi que les autres enseignants de l'Institut qui auraient souhaité se trouver auprès de vous mais qui sont mobilisés par cet autre colloque sur l'administration urbaine d'aujourd'hui. Madame, Messieurs, je vous laisse travailler.

Avant que Bernard Comte ne prenne la parole pour présenter sa communication, M. Pierre Flaureau demande à intervenir.

Pierre Flaureau – Je demande la parole, si vous le voulez bien, pour une courte intervention.

Nous pensons que nous ne sommes pas réunis ici pour pratiquer une quelconque autosatisfaction de caractère personnel ou collectif, mais pour apporter une contribution utile aux historiens et, plus encore, à l'Histoire en serrant de près la vérité ce qui n'est pas toujours facile.

Pouvez-vous nous permettre avant de donner la parole au premier orateur de poser brièvement quelques questions. Elles n'ont d'autre but que d'éviter, par la suite, des malentendus.

L'organisation (dont je révélerai demain le nom au cours du débat sur la Culture) qui réunit à Grenoble en mars 1936 autour de la même table les quatre futurs résistants que furent Frédéric Joliot-Curie, Yves Farge, René Gosse et moi-même, que pourrait-elle revendiquer? D'avoir été le lointain berceau de la Résistance? Certainement pas, tout au plus une modeste pépinière d'où sortirent des artisans de la Libération de la France; et des pépinières semblables il y en a eu beaucoup. Ensemble, elles constituèrent le berceau de la Résistance.

Nous attendons donc, avec curiosité, qu'on nous démontre que l'École des cadres d'Uriage – première mouture Dunoyer de Segonzac – a été le berceau exclusif de la Résistance en Dauphiné, ce que nous ignorions¹. À moins qu'il n'y ait eu un manque de rigueur involontaire dans le choix d'un mot ou d'un titre. Il suffirait dans ce cas de le préciser et de considérer alors notre intervention comme nulle.

Général Le Ray – Tout en vous rendant hommage à l'avance, monsieur Comte, je m'associe à ce que vient de dire notre ami Flaureau.

Bernard Comte – J'ai reproché très amicalement à Pierre Bolle d'avoir donné ce titre à ma communication sans que nous ayons pu en discuter. Effectivement, je crois qu'il s'agit là d'une maladresse. Par ailleurs il y a un deuxième point dont je vais m'expliquer: Uriage n'est pas *le* berceau de la Résistance.

A. Jobert – Nous discuterons donc sur l'exposé plutôt que sur le titre.

1. Le programme initial de ce colloque avait donné comme titre à la communication de Bernard Comte « l'École de cadres d'Uriage, berceau de la Résistance en Dauphiné ». Il s'agissait bien évidemment d'une maladresse regrettable.